

**BANQUE CENTRALE
DE MAURITANIE**

République Islamique de Mauritanie
Honneur - Fraternité - Justice

**Direction de la Balance
des Paiements**

Balance des Paiements de la République Islamique de Mauritanie

Année 1978

R A P P O R T de P R E S E N T A T I O N
de la Balance des Paiements de la République Islamique de
Mauritanie pour l'année 1978

Malgré un solde global excédentaire 0,8 Milliard d'UM en 1978 qui s'explique par le volume très important de l'aide extérieure reçue en 1978 (dons et prêts qui s'élèvent respectivement à 6,4 Milliards d'UM et à 5,1 Milliards d'UM environ), la situation de la Balance des Paiements reste préoccupante et une politique véritable visant à modifier les structures afin d'influer sur les exportations de biens et services d'une part, et sur les importations de biens et services d'autre part reste à définir et à mettre en application dans les plus brefs délais.

Les efforts entrepris ont porté sur le secteur de la pêche par la création de nouvelles sociétés mixtes en cours de formation et sur le réaménagement d'une partie de la dette notamment avec la Libye, et l'Arabie Saoudite pour un montant total de \$ 73 Millions. Comme l'indique le tableau A, une légère amélioration du déficit de la Balance des biens et services (1), droits et redevance de pêche et transferts privés s'est fait sentir passant de 10,6 Milliards d'UM en 1977 à 10,0 Milliards d'UM en 1978.

Le solde de la Balance courante au sens large qui comprend les dons publics est passé quant à lui de 5,4 Milliards d'UM en 1977 à 3,6 Milliards d'UM en 1978. (Voir Tableau A).

Pour expliquer l'évolution de notre Balance des paiements ces dernières années nous avons préféré la présentation du tableau B qui donne les importations de biens, services et transferts privés nets d'un côté, les exportations de biens, services, droits et redevances de pêche de l'autre, isole le service de la dette extérieure, le financement extérieur sous forme de dons et de prêts dont l'importance montre notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Afin d'étayer l'évolution de ces différentes masses nous les passerons en revue dans l'ordre indiqué au tableau B. (Voir tableau B).

(1) Y compris les intérêts et commissions payés sur la dette extérieure.

I - Importations de biens, services I) et transferts
privés nets 2)

La masse de ces opérations est passée de 18,9 Milliards d'UM en 1977 à 10,6 Milliards d'UM en 1978 soit une baisse de 1% entre 1977 et 1978.

a) - Le chiffre des règlements est passé de 14,3 Milliards d'UM en 1977 à 13,8 Milliards d'UM en 1978 soit une baisse de 1,6 Milliards d'UM dont 1,4 Milliards d'UM sont des importations coût et fret. Les principaux produits touchés par cette baisse des importations sur règlements sont les biens de consommation qui passe de 4,4 Milliards d'UM en 1977 à 4,0 Milliards en 1978 (non compris les opérations SNIM sur approvisionnement de compte), les équipements de transport qui passe de 0,9 à 0,6 Milliards les biens d'investissement qui passe de 1,1 à 1,0 et enfin les prélèvements BCM (essentiellement les équipements militaires) qui passent de 1,4 à 1,1 et enfin les importations SNIM sur approvisionnement de compte qui passent 2,2 Milliards d'UM en 1977 à 2,0 Milliards d'UM en 1978. Cette baisse s'explique en partie par la diminution du taux de progression des crédits à l'économie qui passe de 37% en 1977 à 3% en 1978, mais on peut à notre avis invoquer une raison de dégager 0,3 Milliards de crédits supplémentaires.

b) - Les importations de biens, services et transferts privés nets "sans règlements financiers" s'élèvent respectivement à 4,6 Milliards d'UM en 1977 à 4,9 Milliards d'UM en 1978 soit un accroissement de 0,3 Milliards d'UM imputable essentiellement à l'accroissement des importations en dons et des importations sur tirage à l'étranger.

1) - Non compris le service de la dette.

2) - Pour plus de précision voir les tableaux détaillés de la B.P.

- Voir NOTA BENE.

2 - Les Exportations de biens, services, droits et redevance de Pêche (en Milliard d'UM)

	<u>1973</u>	<u>1974</u>	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>
<u>Exportations de biens, services</u>						
<u>-droits de pêche (Total)</u>	<u>6,4</u>	<u>9,5</u>	<u>8,5</u>	<u>9,8</u>	<u>9,0</u>	<u>8,6</u>
<u>Exportations de biens</u>	<u>5,9</u>	<u>8,2</u>	<u>7,2</u>	<u>8,2</u>	<u>7,2</u>	<u>5,5</u>
- Fer	(4,3)	(5,8)	(6,2)	(6,9)	(5,7)	(4,2)
- Cuivre	(1,1)	(1,8)	(0,2)	(0,4)	(0,5)	(0,3)
- Poisson	(0,2)	(0,6)	(0,7)	(0,8)	(0,9)	(1,0)
- Autres	(0,2)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(=)
<u>Exportations de service</u>	<u>0,5</u>	<u>1,1</u>	<u>0,98</u>	<u>1,11</u>	<u>1,25</u>	<u>2,05</u>
Dépenses du Gouvernement en RIM	(0,1)	(0,2)	(0,20)	(0,30)	(0,30)	(0,90)
Autres Services	(0,4)	(0,9)	(0,78)	(0,81)	(0,95)	(1,15)
<u>Droits et redevances de Pêche (...)</u>	<u>0,2</u>	<u>0,32</u>	<u>0,32</u>	<u>0,49</u>	<u>0,55</u>	<u>1,05</u>

De l'examen de ce tableau, il ressort les points suivants :

- L'évolution défavorable des exportations de biens et services depuis 1976 est imputable essentiellement à la baisse du volume et de la valeur des exportations de fer due à la mauvaise conjoncture internationale sur le plan sidérurgique et à la guerre du SAEIRA qui n'a connu de trêve qu'en juillet 1978. Ainsi on a expédié 6.466 Millions de tonnes de fer en 1978 contre 8.424 Millions de tonnes en 1977. La fermeture de SOMIMA en Avril 1978 explique la baisse enregistrée entre 1977 et 1978 de la valeur des exportations de cuivre.

- L'accroissement des exportations de poisson paraît assez lent mais continu.

- Quant aux services exportés il ressort du tableau un léger accroissement dû essentiellement en 1978 aux dépenses des ambassades étrangères en Mauritanie.

- Le poste droits et redevances de pêche n'a cessé par contre d'augmenter assez rapidement par suite de la systématisation de la politique d'octroi de licences qui n'est pas sans inconvénients sur nos ressources maritimes faute de moyens de contrôle adéquats.

3 - Le solde A du tableau B dégage un déficit de 9,6 Milliards d'UM en 1978 contre 9,9 Milliards en 1977 par suite d'une baisse des importations des biens, services et transferts nets plus importante que celle des exportations. Le niveau élevé de ce solde montre à quel point nos ressources propres restent insuffisantes pour couvrir l'importation des biens et services nécessaires (y compris l'économie sur salaire) à la consommation et à l'investissement nationaux et ceci sans tenir compte de l'impact important du service de la dette qui doit en principe être couvert par nos ressources propres.

4 - En analysant le solde B du tableau B, il apparaît malgré plusieurs aménagements de certaines dettes et de non paiement de plusieurs à bonne date que le déficit ainsi dégagé passe de 11,7 à 10,9 Milliards d'UM pour l'année 1978.

Malgré tout nous comptons beaucoup sur l'aide extérieure de pays arabes, des pays amis et des organismes internationaux, qui s'est élevée en 1978 à 11,2 Milliards d'UM contre 8,8 Milliards d'UM en 1977, 13,7 Milliards d'UM en 1976 et 5,4 Milliards d'UM en 1975.

Cependant il n'est malheureusement pas certain qu'une telle aide puisse se maintenir indéfiniment dans ses formes avantageuses et dans son volume .

.../.

A. TABEAU INDIQUANT L'EVOLUTION DE CERTAINS SOLDES SIGNIFICATIFS
(en Milliards d'UM)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978
1. Solde de la Balance des biens (exportations FOB-Importations C et F).....	!	!	!	!	!	!
	!	!	!	!	!	!
	!	!	!	!	!	!
2. Solde de la Balance des biens et services.....	!	!	!	!	!	!
	!	!	!	!	!	!
3. Solde de la Balance des biens, services et droits de pêche	!	!	!	!	!	!
	!	!	!	!	!	!
4. Solde de la Balance des biens, services, droits de pêche	!	!	!	!	!	!
et transferts privés nets.....	!	!	!	!	!	!
	!	!	!	!	!	!
5. Solde de la Balance courante.....	!	!	!	!	!	!
	!	!	!	!	!	!
6. Solde de la Balance Globale.....	!	!	!	!	!	!
	!	!	!	!	!	!

N.B. (1) : Au niveau global la distinction entre biens et services reste aléatoire pour deux raisons :

a) Les opérations SNIM financées par approvisionnement de ses comptes à l'Etranger sans justificatifs préalables sont ventilées entre les différentes rubriques sur la base de comptes-rendus envoyés par celle-ci à la BCM, comptes-rendus qui ne sont que de 1,1 Milliards d'UM au total sur 2,9 Milliards d'UM transféré en 1978, or l'échantillon peut ne pas être représentatif.

b) Les tirages à l'Etranger sur emprunts extérieurs surtout pour les projets d'infrastructures routières, portuaires, aéronautiques etc sont ventilés entre les différentes rubriques, biens et services d'après des pourcentages arbitraires faute d'information même au niveau des services techniques concernés.

De même, la distinction entre services et transferts privés est discutable par la raison très simple que les économies sur salaires qui représente l'essentiel de ce dernier poste peuvent être considérés comme un service importé de main d'oeuvre qualifiée (assistance technique au sens large).

.../.

B.-TABLEAU ANALYTIQUE DE BALANCE DES PAIEMENTS
(En Milliards d'UM)

					<u>Variation en %</u>	
	<u>1975</u>	<u>1976</u>	<u>1977</u>	<u>1978</u>	<u>77/76</u>	<u>78/77</u>
1. Importations de biens, services et transferts nets privés	-14,3	-19,5	-18,9	-18,6	-3%	-1%
2. Exportations de biens, services droits et redevances de pêche	8,5	9,8	9,0	8,6	-8%	-4%
A. SOLDE (1+2)	<u>- 5,8</u>	<u>- 9,7</u>	<u>- 9,9</u>	<u>-10,0</u>		
3. Service de la Dette payée	- 1,3	- 3,7	- 1,8	- 2,2		6%
P	(-0,3)	(-3,3)	(-1,1)	(-1,3)		
I	(-1,0)	(-0,4)	(-0,7)	(-0,9)		
B. SOLDE (A+3)	<u>-7,1</u>	<u>-13,4</u>	<u>-11,7</u>	<u>-12,2</u>		
4. Dons publics nets (non compris droits et redevances de pêche)	<u>3,4</u>	<u>6,3</u>	<u>5,2</u>	<u>6,4</u>	<u>-17%</u>	<u>17%</u>
C. SOLDE (B+4)	<u>-3,7</u>	<u>-7,1</u>	<u>-6,5</u>	<u>-5,8</u>		
5. Emprunts (Tirages)	2,0	7,4	3,6	5,9	-51%	+64%
6. Autres capitaux nets (y compris erreurs et omissions nettes)	-0,7	0,2	0,6	0,2		
D. SOLDE GLOBAL (C+5+6)	<u>-2,4</u>	<u>0,5</u>	<u>-2,3</u>	<u>0,8</u>		
BCM	<u>2,4</u>	<u>-0,5</u>	<u>2,3</u>	<u>-0,8</u>		
Variations d'avoirs extérieurs	2,2	-1,6	1,4	-1,5		
Variations d'engagements Ext.	-	0,8	0,7	0,7		
Variation de la différence de change	0,2	0,3	0,2	-		
Banques Primaires	-	-	-	-		
Réserves officielles brutes au 31 Décembre	2,28	3,66	2,52	4,03	-35%	60%
Nombre de mois d'Importation	2,6	3,2	2,0	3,5		
Taux de couvertures des importations CAF par les Exp. en %	69%	57%	49%	40%		
Taux de couvertures des dépenses en devises par les recettes propres de la RIM en % (2/I+3)	54%	42%	29%	30%		

1) - Non compris le service de la dette

2) - y compris paiements de \$ 50 Millions pour les actionnaires de MIFERMA

3) - y compris actionnaires SOMIMA.-

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE
BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE

BALANCE DES PAIEMENTS 1978
(en millions d'UM)

P O S T E S		C	D	S O L D E
A-	Biens et services	7.601	17.207	- 9.606
	11. Marchandises FOB	5.474	12.330	-
	12. Frêt et Assurance	2	1.276	-
	13. Autres transports	568	217	-
	14. Voyages	277	476	-
	15. Revenus du Capital	145	910	-
	16. G.N.I.A.	880	516	-
	17. Autres services	255	1.482	-
B-	Transferts sans contrepartie	7.552	1.523	+ 6.029
	18. Secteur privé	124	1.448	-
	19. Secteur public	7.428	75	-
C-	Capitaux sauf réserves	7.166	2.803	+ 4363
	110. Investissement direct	156	468	-
	111. Emprunts à L.T. des sociétés	1.156	533	-
	112. Emprunts à L.T. de l'Etat	3.687	766	-
	113. Emprunts à L.T. des banques	828	-	-
	114. Avoirs à L.T. de l'Etat	-	230	-
	115. Autres capitaux	1.004	806	-
	116. Opérations en instance	135	-	-
	TOTAL (A+B+C)	22.319	21.533	+ 786
D-	SOLDE GLOBAL	786	-	+ 786
E-	ERREURS ET OMISSIONS	183	-	+ 183
F-	RESERVES ET CPT. APPARENTES	-	969	- 969
	117. BCM Variation nette des avoirs	-	908	- 908
	118. Banques primaires variation	-	-	-
	nette	-	61	- 61

Notes explicatives sur la nature des transactions
enregistrées dans chaque tableau.-

A - Biens et Services.

Tableau I-A Exportations F.O.B

Est enregistré à ce poste la valeur FOB des expéditions d'exportations à l'Etranger. La différence entre les rapatriements des produits d'exportations et la valeur des expéditions est enregistrée dans les avoirs et engagements extérieurs des sociétés exportatrices.

Tableau I-B Importations FOB

Les données de base sont constituées par l'Etat de règlements détaillé des importations établis mensuellement et ajusté par une estimation des importations SNIM sur les avoirs transférés par celle-ci sans justifications préalables, et les annulations d'importation pour obtenir un chiffre global des règlements d'importations FOB. Le chiffre global des règlements est complété par les importations "sans règlements" c'est-à-dire les importations dont le règlement ne passe pas par la Banque Centrale de Mauritanie telles les importations en dons, sur emprunts et crédits fournisseurs à plus d'un an d'échéance, les importations à régler en ouguiyas, les importations par investissement direct et sur avoirs ou engagements extérieurs à court terme.

Tableau III - Frêts et Assurances sur Marchandises

Ce poste est obtenu dans la plupart des cas par application d'un pourcentage estimatif calculé sur la base d'un échantillon de l'année écoulée. En 1978 l'échantillon était le même que celui de 1977 et pour le frêt sur importation SNIM et pour les sans règlements le pourcentage moyen retenu était de 9% de la valeur coût et frêt.

Tableau IV - Autres Transports

Le crédit de ce poste retrace les règlements des comptes d'escales de navires et d'aéronefs mais aussi les montants reçus par certaines sociétés de pêche, ou de consignation comme MAFCO, AGMACO, etc qui tiennent des comptes d'escales pour leurs partenaires étrangers.

... / ...

Le débit du poste retrace d'une part les règlements des sociétés étrangères de transports en faveur de leurs maisons, mères, le transport des étudiants et des assistants techniques en dons et d'autre part les transferts d'Air-Mauritanie pour les dépenses de réparations à l'Etranger, pièces détachées etc ...

Tableau V - Voyages

Ce poste retrace au crédit les dépenses de non-résidents en Mauritanie et au débit les dépenses des résidents à l'extérieur (missions officielles, voyages d'affaires, frontaliers, bourses accordées aux étudiants et stagiaires tant à la charge de gouvernements étrangers et organismes internationaux que du gouvernement mauritanien, tourisme, soins médicaux etc). Il n'inclut pas les droits de congé transférés par les salaires "résidents étrangers" qui figure au poste "autres transferts privés sans contrepartie"

Tableau VI - Revenu du Capital

Au crédit de ce poste figure le revenu des placements de la BCM. Au débit figurent les transferts de bénéfices et dividendes, les intérêts et commissions sur la dette directe de l'Etat, les intérêts et commissions sur la dette garantie des sociétés, les intérêts payés par la BCM et enfin les intérêts sur emprunts privés non garantis et sur découverts bancaires. Figure également au débit de ce poste les intérêts capitalisés.

Tableau VII - Gouvernements non-inclus ailleurs

Figurent au crédit de ce poste les dépenses des ambassades étrangères seulement, les dépenses des organismes d'aides étant classés désormais à la rubrique dons en espèce.

Le débit du poste retrace les dépenses à l'Etranger de la RIM assimilées aux approvisionnements des ambassades de la RIM à l'Etranger et ajustés par les retours de fonds, les bourses d'études payés par la RIM etc...

Tableau VIII - Autres Services

Ce poste se subdivise en plusieurs sous-poste.

Tableau VIII - A. Autres Assurances

Ce sous retrace les paiements relatifs à la réassurance et aux paiements par la SNIM à la Caisse de Retraite des Expatriés en France.

Tableau VIII - B Grands Travaux

Ce sous poste retrace une sous estimation des services d'entrepreneurs étrangers de construction. Ces services comprennent par exemple l'estimation des services de construction du Port de Nouadhibou (extension), de la Centrale électrique de Nouadhibou, de la route Nouakchott-Kiffa, de l'aéroport de Néma et enfin de l'extension du Wharf de Nouakchott, de la Minisiderurgie de Nouadhibou, des services d'installation d'une station de concassage et de convoyage pour l'exploitation des gisements d'AZOUZIL et ZEYALA dit projet "SEGAZOU" des services de montages de matériel nécessaire à l'équipement des réseaux d'adduction d'eau potable, de distribution d'énergie et d'assainissement desservant deux ensembles immobiliers appartenant à la SNIM à Nouadhibou et à CANSADO et l'installation de matériel d'équipement pour le siège de la SNIM à Nouakchott etc.

Le coût extérieur a été en général estimé à 25%. Les paiements effectués à l'extérieur et comprend les salaires du personnel étranger non dépensés en Mauritanie, la dépréciation du matériel de construction de l'entrepreneur encore utilisable et les bénéfices de l'entrepreneur.

Dans notre balance des paiements, nous prenons la différence entre les transferts vers l'étranger et les transferts de l'extérieur de sociétés non-résidentes.

Tableau VIII - C. Travaux d'Etudes

Ce sous poste retrace les services d'études et d'ingénieurs conseils payés à des non-résidents nets de leurs approvisionnements.

Tableau VIII - D. Commissions de change

Le sous poste retrace les commissions de change calculées au titre de 1978 et perçues par la Banque Centrale sur ses opérations de change en compte. C'est la première fois qu'il figure dans notre balance des paiements car il n'était pas isolé de la différence de change.

Tableau VIII - E. Services Divers

Le sous poste retrace les types les plus courants de biens et services qui ne figurent pas dans les postes déjà cités. Il couvre notamment les abonnements aux journaux et publication, les commissions des agents, les locations de films cinématographiques, la publicité les règlements internationaux faits au titre des communications (poste, télégraphes, téléphones et radios) etc...

Tableau IX. - Transferts Privés sans contrepartie

Le poste retrace principalement les économies sur salaires des étrangers, pensions, droits de congé, transferts à l'occasion des départs définitifs.

Tableau X - Transferts Publics sans contrepartie

Le poste retrace au débit les contributions de la Mauritanie aux dépenses administratives des organismes internationaux et au crédit les droits et redevances de pêche, les dons en espèce (y compris financements de projets locaux et dépenses d'organismes d'aide en Mauritanie, les dons d'assistance technique, de biens et services (bourses d'études, transports d'étudiants, études de projets etc), et enfin les impôts acquittés au Trésor mauritanien par des non-résidents.

Tableau XI - Investissements Directs en RIM

Ce poste retrace au crédit l'investissement étranger en Mauritanie et au débit le rachat d'investissement étranger notamment les échéances remboursées aux actionnaires MIFERMA.

Tableau XII - Investissements Directs à l'Etranger

Aucun mouvement n'a été enregistré à ce poste en 1978.

Tableau XIII - Emprunts à Long Terme des Sociétés

Ce poste retrace au crédit les tirages sur emprunts garantis des sociétés d'Etat et les sociétés Mixtes et au débit les remboursements de principal.

Tableau XIV - Emprunts à Long Terme de l'Etat

Le poste retrace au crédit les tirages sur emprunts de l'Etat et au débit le remboursement de principal.

Tableau XV - Avoirs à Long Terme de l'Etat

Le poste retrace la participation de l'Etat au capital d'organismes financiers internationaux.

Tableau XVI - Autres Avoirs et Engagements Nets

Ce poste retrace les autres avoirs et engagements à court et à long terme non encore rencontrés.

Tableau XVII - Autres Capitaux

C'est un poste d'ajustement qui retrace les opérations en instance calculées à partir de la variation des comptes 302 en excluant les comptes en devises de la clientèle des Banques Primaires.

Tableau XX - Reserves et Comptes apparentés

Ce tableau retrace les avoirs et engagements extérieurs considérés comme réserves et comptes apparentés et tirés des situations comptables de la Banque Centrale de Mauritanie après réévaluation et celle des Banques Primaires. Les chiffres peuvent différer de ceux publiés par les statistiques monétaires pour deux types de raison :

Au niveau de la BCM

Les chiffres figurants dans ses tableaux sont extraits des situations comptables de la BCM après réévaluation des avoirs et engagements extérieurs en fin de période. De plus la situation monétaire considère comme engagements extérieurs des provisions pour la dette extérieure que nous excluons de la situation et nous considérons le compte F E D à la BCM dans les comptes de non-résidents.

Au Niveau des Banques Primaires

L'ignorance des contreparties des engagements et avoirs extérieurs enregistrés dans les situations des Banques Primaires d'une part et le soucis d'éviter les doubles emplois car ces opérations doivent en définitives passer par la PCM et être enregistré en ce moment là nous a conduit à ne prendre dans les avoirs extérieurs que les billets de banques et autres valeurs de caisses et dans les engagements extérieurs que les comptes de dépôts des non-résidents.

*

*

*

*

I. A/ EXPORTATIONS FOB 1978
(en millions d'U.F.)

	E X P E D I T I O N EN 1978			REGLEMENT	VARIATION
	Quantité en milliers de T/M.	PRIX/T	VALEUR en millions d'U.F.	EN 1978 en MILLIONS d'U.F.	EN MIL- LIONS D'U.F.
<u>I. COMMERCE-CONTROLE</u>			15474	6024	550
MINERAL DE FER	6466,0	650	4202	4585	383
CUIVRE METAL	4,9	55714	273	435	162
POISSON	35,1	27350	960	970	10
GOMME ARABIQUE	0,4	35000	14	14	-
GYPSE	13,4	1567	21	16	-5
BETAIL			2	2	-
DIVERS (feraille, tapis, peaux, timbres)	...	...	2	2	-
<u>2. COMMERCE NON CONTROLE</u>	...	...	...	...	...
<u>TOTAL (1+2)</u>			15474	6024	550

SOURCE : -Pour les expéditions : Revue de la BCM intitulée "Quelques indicateurs économiques" mars 1979.

-Pour les règlements : Balance des Paiements.

./...

I.B/IMPORTATIONS FOB 1978
(en millions d'UM)

	DEBIT	
I. AVEC REGLEMENTS	9.357	
a) Importations justifiées préalablement	7.577	
b) Importations SNIM sur approvisionnement comptes	1.833	
c) Annulations d'importations	- 53	
2. SANS REGLEMENTS c'est à dire "SANS PASSER PAR LA BCM"	2.973	
a) Importations financées sur emprunts et crédits four-		
nisseurs	1.680	
Sociétés d'Etat et sociétés mixtes	(236)	
Etat	(1.444)	
b) Importations en dons	1.142	
c) Importations à régler en ouguiya (origine Chine)	121	
d) Importations financées par investissement direct	18	
e) Importations financées sur avoirs et engagements		
extérieurs	12	
f) Importations non contrôlées	...	
T O T A L (I+2)	12.330	

Remarques : Pour estimer le fret sur la valeur coût et fret, nous avons utilisé le pourcentage moyen de 9%.

Sources : I) (a) Etat des règlements

(b) Etat des règlements et estimation de la Balance des Paiements.

(c) Etat des règlements

2) (a) Direction de la Balance des Paiements. Estimation du Service de la Dette Extérieure et des dons.

(b) Réponses du Plan d'Urgence, Office Mauritanien des Céréales, Croissant Rouge Mauritanien, Caisse Centrale de Coopération Economique, Contrôle des Changes, Ministère de l'Intérieur, Ecole Normale Supérieure, estimation de la Balance des Paiements.

(c) Dépouillement des remises à payer en UM en 1978 chez BIAA.

(d) Contrôle des Changes : CCCE, ASECNA, UTA, MAFCO, HOTEL SABAH etc ...

(e) Contrôle des Changes (SOMIEP)

III FRETS ET ASSURANCES 1978
(en millions d'Ug.)

	CREDIT	DEBIT
I. AVEC REGLEMENTS	2	1 968
a) Sur importations justifiées préalablement	2	1 787
b) Sur importations SNIM	-	181
2. SANS REGLEMENTS	-	<u>308</u>
a) Sur importations financées sur emprunts et crédits fournisseurs garantis	-	180
. Sociétés	-	(28)
. Etat	-	(152)
b) Sur importations en dons	-	113
c) Sur importations à régler en ouguiya	-	12
d) Sur importations financées par investissement direct	-	2
e) Sur importations financées sur avoirs et engagements extérieurs	1	1
f) Sur importations non contrôlées	-	...
TOTAL (I+2)	2	1276

Remarques : Le frêt représente 9% de la valeur coût et frêt des marchandises

SOURCES : Voir notes tableau I.B. Importations FOB 1978.

IV - AUTRES TRANSPORTS 1978
(en Millions d'UM)

	CREDIT	DEBIT
A. <u>PASSEGES DE VOYAGEURS</u>	9	161
I. AVEC REGLEMENTS	9	75
2. SANS REGLEMENTS	-	86
a) transport d'étudiants en don I)	-	(29)
b) transport d'assistants techniques en don"	-	(57)
B. <u>DEPENSES PORTUAIRES</u> (avec règlements)	559	56
<u>TOTAL (A+B)</u>	568	217

Remarques : 1) - L'estimation a été faite en supposant que la moitié des étudiants à l'étranger est transportée par le pays hôte tous les deux ans et au taux de 51.000 UM par personne soit : $51 \times \frac{1147}{2} = 29.249$ milliers d'UM.

2) - L'estimation a été faite d'après le coût moyen de transport d'un assistant technique estimé par le Ministère de l'Education Nationale soit : $102 \times 562 = 57.324$ milliers d'UM.

On a supposé implicitement qu'une famille moyenne d'assistants techniques est composée de deux membres.

SOURCES : A.I état des règlements

2 a) Ministère de l'Education Nationale et estimation de la Direction de la Balance des Paiements

b) Ministère de la Planification et estimation de la Direction de la Balance des Paiements.

B.I. Etat de règlements.-

V - VOYAGES - 1978
(en Millions d'UM)

I. AVEC REGLEMENTS

- a) change dans l'état de règlements
- b) change clientèle BCM
- c) change clientèle I.A.M.
- d) change frontaliers I)
- e) reclassement des bourses de GNIA
- f) sur transferts SNIM

2. SANS REGLEMENTS

- a) bourses d'étude en don
- b) " " " Sur emprunt de l'Etat

TOTAL (1+2)

CREDIT	DEBIT
<u>277</u>	<u>384</u>
43	85
80	90
94	75
60	43
-	57
-	34
-	92
-	88
-	4
<u>277</u>	<u>476</u>

Remarques : I) Le change frontalier est incomplet car certaine perception du Trésor et comptables de l'OPT n'envoient pas de compte rendus à la BCM.

Sources: I - a) règlements

b) caisse BCM

c) banques primaires

d) postes frontaliers de l'OPT

e) Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et estimation de la Direction de la Balance des Paiements

f) voir échantillon SNIM pour ventilation des transferts sans justificatifs préalables.

2. a) Ministère chargé de l'Enseignement supérieur et estimation de la Direction de la Balance des Paiements.

b) Direction de la Balance des Paiements (service Dette Extérieure).

VI - REVENU DU CAPITAL 1978
(en millions d'UM)

	CREDIT	DEBIT
I - AVEC REGLEMENTS	145	568
a) Revenu d'investissement direct	-	13
b) Intérêts sur dette de l'Etat (SNIM compris)	-	236
c) Intérêts sur dette garantie	-	119
SNIM		(105)
Autres sociétés	-	(14)
d) Intérêts sur les placements et dépôts		
BCM	145	168
e) Autres intérêts	-	32
2- Sans règlements	-	53
a) Revenus d'investissement direct réinvestis	-	-
b) Intérêts capitalisés sur dette publique	-	12
c) Intérêt sur Emprunt BALL	-	7
d) Autres intérêts payés par la BALL	-	34
3 - Arriérés d'intérêts au 31/12.78		289
T O T A L =	145	910

VII - GOUVERNEMENT NON INCLUS AILLEURS 1978
(En Millions d'UM)

	CREDIT	DEBIT
A. <u>DEPENSES DE LA R.I.M. A L'ETRANGER (AVEC REGLEMENTS)</u>	<u>-</u>	<u>516</u>
a) - Etat de règlement initial	-	579
b) - Retours de fonds	-	- 6
c) - Reclassement à voyages (bourses d'études)	-	-57
d) - Reclassement à importations	-	...
B. <u>DEPENSES DES AMBASSADES ETRANGERES EN R.I.M.</u>	880	-
I. - Avec règlements 2)	672	
2. - Sans règlements (payés en UM à la chine)	208	-
<u>TOTAL (A+B)</u>	<u>880</u>	<u>516</u>

Remarques : 1) - Il s'agit des bourses accordées par la R.I.M. à des étudiants mais transférés dans l'approvisionnement des ambassades.

2) - Les chiffres qui figuraient à ce poste dans l'état des règlements ont été remplacés par les dépenses locales calculées.

Sources: A a) - état des règlements
b) - état des règlements
c) - Ministère chargé de l'enseignement Supérieur et estimation de la Direction de la Balance des Paiements.

B I. Banques primaires et état des règlements
2. Banques primaires (BIMA)..

VIII A. AUTRES ASSURANCES en 1978

(en millions d'UM)

	CREDIT	DEBIT
I. <u>AVEC REGLEMENTS</u>	8	235
a) état initial des reglements	8	41
b) sur transfert SNIM	-	194
<u>TOTAL (1)</u>	8	235

Remarques : il s'agit de la réassurance et des paiements de la SNIM à la Caisse de Retraite des Expatriés en FRANCE.

SOURCES I. a) état de reglement
b) échantillon appliqué au transfert SNIM en 1978.

VIII B. GRANDS TRAVAUX en 1978

(en millions d'UM)

	Débit
<u>I. AVEC REGLEMENTS</u>	<u>147</u>
a) débit de l'état initial des reglements	204
b)-crédit de l'état initial des reglements	-83
c)+transferts SNIM	26
<u>2. SANS REGLEMENTS</u>	<u>344</u>
a) Sur emprunts des sociétés	56
b) sur emprunts de l'Etat	288
c) Sur dons	-
<u>TOTAL</u> (1+2)	<u>491</u>

Remarques Le crédit du poste est retranché de son débit car nous n'exportons pas les services de construction.

Sources 1. état de règlement et estimation de la Direction.
2. Direction de la Balance des paiements (estimation du service de la dette extérieure et des dons)

VIII C TRAVAUX D'ETUDES en 1978

(en millions d'UM)

	<u>Débit</u>
1. <u>AVEC REGLEMENTS</u>	55
a) débit de l'état initial	48
b)-crédit de l'état initial	-20
c) transfert SNIM	27
2. <u>SANS REGLEMENTS</u>	228
a) sur emprunts des sociétés	-
b) sur emprunts de l'Etat	121
c) sur dons (FED et FAC)	107
<u>TOTAL (1+2)</u>	<u>283</u>

Remarques Le crédit vient en déduction du débit car nous n'exportons pas de service d'études et comprend l'approvisionnement des sociétés de prospection.

SOURCE 1. état de règlement et estimation de la Direction de la Balance des paiements.
2. b Direction de la Balance des paiements (service Dette extérieurs et don)
c Réponse FED et CCCE.

VIII D COMMISSIONS DE CHANGE en 1978
(en millions d'UM)

1. Commission de change prélevée sur le compte différence
de change (total) :

<u>Crédit</u> <u>débit</u>	
1 173 1	-

Source : Comptabilité : BCM

VIII E DIVERS SERVICES EN 1978

(en millions d'UM)

I. AVEC REGLEMENTS

- a) état des règlements
- b) sur transfert SNIM

TOTAL

(1)

crédit	débit
74	473
74	311
-	162
74	473

SOURCE I. état de règlements et estimation de la Balance des Paiements.

IX TRANSFERTS PRIVES SANS CONTRE PARTIE en 1978
(en millions d'U.S.)

	CREDIT	DEBIT
1. AVEC REGLEMENTS	124	595
a) Economies sur salaires de MAURITANIENS	26	-
- état initial des reglements	(8)	-
- transferts de l'OPT	(18)	-
b) ECONOMIES SUR SALAIRES DES ETRANGERS	19	510
- état initial des reglements	(19)	(303)
- transferts SNIM	(-)	(205)
- transfert de l'OPT	(-)	(2)
c) AUTRES TRANSFERTS	79	85
- état initial des reglements	(79)	(77)
- Opérations du Trésor	(-)	(8)
2. SANS REGLEMENTS	-	853
a) ECONOMIES SUR SALAIRES DES ASSISTANTS	-	-
- techniques gardés à l'étranger	-	(8 53)
TOTAL (1+2)	124	1448
TOTAL NET (1+2)	-	1324

SOURCES 1 état de reglements et estimation de la Direction de la balance des Paiements.

2 estimation de la Direction de la Balance des Paiements.

X - TRANSFERTS SANS CONTRE PARTIE PUBLICS EN 1978
(En Millions d'UM)

	CREDIT	DEBIT
A. CONTRIBUTIONS AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENTS D'ORGANISATIONS REGIONALES ET INTERNATIONALES (avec règlements)	-	75
B. DROITS ET REDEVANCES DE PECHE	1.046	-
C. DONS EN ESPECES ET DEPENSES D'ORANISMES D'AIDES	3.866	-
- versé au Trésor	(3.231)	-
- non versé au Trésor	(635)	-
D. ASSISTANCE TECHNIQUE (Sans règlements)	910	-
- Salaires gardés à l'extérieur	(853)	-
- Transport payé par l'Etranger	(57)	-
E. DONS EN MARCHANDISES CAF (sans règlements)	1.255	-
F. DONS DE SERVICE (SANS REGLEMENTS)	107	-
G. DONS DE BOURSES D'ETUDES (SANS REGLEMENTS)	117	-
- Pécules versés aux étudiants	(88)	-
- Transport des étudiants	(29)	-
H. IMPOTS ET TAXES (AVEC REGLEMENTS)	127	-
TOTAL (A&H)	7.428	75

SOURCES : A,B,C,H : état de règlement et estimation de la Direction
D,E,F,G : estimation de la Direction de la Balance des Paiements
et réponses aux questionnaires.

Remarques :

Au premier janvier 1978 le nombre d'assistants techniques est estimé à 562 dont le coût moyen annuel payé par l'extérieur est évalué 1,62 millions d'UM soit $562 \times 1,62 = 910,4$ millions d'UM (dont transport = $562 \times 0,102 = 57,3$ Millions d'U..

N.b. : Le coût moyen annuel payé par la RIK est estimé à 400 milliers d'UM pour la FRANCE, L'ALLEMAGNE, L'URSS et à 636 milliers d'UM pour tous les autres pays. Ce coût ne figure pas dans la balance des paiements car il est considéré comme payé à des résidents.

XI INVESTISSEMENTS DIRECTS en R.I.M 1978

(en millions d'UM)

1. AVEC REGLEMENTS

2 SANS REGLEMENTS (Importation de bien pour la CCCE, ASECNA, etc)

TOTAL (1+2)

	Crédit	Débit
1. AVEC REGLEMENTS	136	468
2 SANS REGLEMENTS	20	
TOTAL (1+2)	156	468

SOURCES : 1. Etat des reglements

2. Contrôle des changes et estimation de la Direction de la Balance des Paiements.

Remarques : Au Crédit il s'agit de la COMACOP (Compagnie maritime coréenne de pêche (114) du Centre Irakien du commerce des hôtels koweitiens de la Société Franco-mauritanienne d'entreprise et de commerce et du rachat de certaines actions de la SNEL par la SCOA.

Au débit il s'agit essentiellement des actionnaires MIFERMA 464 millions d'UM et 4 millions d'UM pour la Société Gabonaise de pêche.

XIII - EMPRUNTS A LONG TERME DES SOCIETES 1978

(en Millions d'UM)

	CREDIT	DEBIT
1. - <u>AVEC REGLEMENTS</u>	<u>382</u>	<u>448</u>
a) SNIM	-	421
b) Autres Sociétés	-	27
c) Ajustements	-	<u>85</u>
+ Arriérés au 31/12/1978	-	108
- Règlement d'arriérés pour 31/12/77	-	-23
2. - <u>SANS REGLEMENTS</u>	<u>774</u>	-
a) Tirages en importations de marchandises	236	-
b) " " paiements de Frêts et Assurances	28	-
c) " " " Grands travaux	56	-
d) " " " D'Intérêts	7	-
e) " " " d'engagements extérieurs	447	-
T O T A L (1+2) =	<u>1.156</u>	<u>533</u>

(en Millions d'UM)

	CREDIT	DEBIT
1. - <u>AVEC REGLEMENTS</u>	<u>1.866</u>	<u>334</u>
2. - <u>Ajustements</u>	-	<u>432</u>
a) + Arriérés au 31/12/78	-	909
b) - Règlements d'arriérés pour 31/12/77	-	-477
3. - <u>SANS REGLEMENTS</u>	<u>2.021</u>	-
a) Tirage sur Importations	1.444	-
b) " en paiement de Frêt et Assurances	152	-
c) " " Bourses d'études	4	-
d) " " Grands Travaux	288	-
e) " " Etudes	121	-
f) " " Intérêts capitalisés	12	-
T O T A L (1+2+3) =	<u>3.887</u>	<u>766</u>

XV . AVOIRS A LONG TERME DE L'ETAT 1978

(en millions d'UI)

	crédit	debit
I. <u>AVEC REGLEMENTS</u>	-	230
a) Participation au capital d'organismes financiers	-	230
2 <u>SANS REGLEMENTS</u>	-	-
TOTAL (1+2)	-	230

SOURCES : I. état de reglements révisé.

XVI AUTRES CAPITAUX - 1978

(en millions d'UM)

	CREDIT	DEBIT	Netts
1. <u>AVEC REGLEMENTS</u>	308	185	123
2. <u>SANS REGLEMENTS</u>	696	621	75
a) Diminution d'engagement de la BALM par Tirage à l'étranger sur son emprunt de \$ 18 Millions	-	413	-
b) Différence entre règlement et expéditions d'exportations	550	-	-
c) Crédit commercial privé pour SOMIEP	13	1	-
d) Importation ~~SOMIEP~~ (Augmentation d'engagements)	133	-	-
e) Réglements en UM à la CHINE (Compte Frais Locaux)	-	208	-
TOTAL (1+2=)	1004	840	164

SOURCES : 1. Etat de règlement : Somme des crédits des postes de l'Etat de règlements avoir privés à long terme, engagement à court terme, Avoir à court terme) et débit du poste engagements à court terme.

2. a) Source BALM.

b) Direction Balance des Paiements voir tableau I.A

c) Contrôle de changes

d) Dépouillement des remises 1978 chez la BIMA

e) Crédit du Compte "Frais Locaux" chez BCM.

(en Millions d'UM)

	S O L D E		CREDIT	DEBIT
	31.12.77	31.12.78		
a)- Comptes 302 chez BCM	462	584		
b)- Comptes de non-résidents en devises	- 25	- 23		
c)- Compte SNIM, SMAR et SAMIA en devises	- 59	- 48		
TOTAL	378	513	135	

REMARQUE

Ce poste d'ajustements tient au fait que les opérations sont enregistrées définitivement dans l'état de règlements lors de la cession de la devise (vente de la devise contre ouguiya) et non au moment où elles augmentent les avoirs extérieurs. Le même raisonnement est valable pour les prélèvements.

SOURCES : a) - Bilans de la B.C.M.
b) et c) - Banques Primaires.

XX -A RESERVE ET COMPTES APPARENTES-BCM 1978
 (en millions d' UM)

	Soldes 31-12-77	31-12-78	C	D
A. BANQUE CENTRALE DE MAURITANIE (variation nette)				908
1 ENGAGEMENTS EXTERIEURS	3.234	3.865	631	
a)Recours au crédit du FMI	875	937	-	-
b)Dépôt des banques étrangères	2.359	2.860	-	-
c)Comptes de non résidents (y compris F E D)	174	48	-	-
d)Billets ~~en circulation~~	20	20		
2 AVOIRS EXTERIEURS	2.517	4.031	-	1.514
a)Position FMI	-	-	-	-
b)Avoirs en DTS	31	39	-	-
c)Avoirs en or	11	77	-	-
d)Avoirs en devises	2.475	3.915	-	-
3 DIFFERENCE DE CHANGE	611	586	-	25
réévaluation des avoirs en or	-	61	-	-
Différence de change	702	525	-	-
Payements effectués du Trésor sur différence de change en 1978	-91		-	-

SOURCE : Bilan BCM

Remarques : (voir notes techniques)

XX B RESERVES ET COMPTES APPARENTES I.A.M 1978

	S O L D E		CREDIT	DEBIT
	31/12/77	31/12/78		
B BANQUES PRIMAIRES (VARIATION NETTE)			61	-
I ENGAGEMENTS EXTERIEURS	119	204	85	
a) comptes de non résidents	178	252		
b) -SNIM, SMAR, et SAMIA	-59	-48		
II AVOIRS EXTERIEURS	17	41		24
a) billets étrangers et autres valeurs				
de Caisse	17	41		

SOURCE : a) Situations monétaires publiées par B.C.M
b) Banques primaires